

**QIIRO vous propose des modèles de documents juridiques éprouvés, à jour des dernières réformes et règlementations en vigueur. Néanmoins, nos modèles restent généraux et nécessitent d’être adaptés.**

**En cas de doute sur la rédaction ou les conséquences juridiques de l’un de nos modèles de documents, nous vous recommandons l’accompagnement par un professionnel du droit.**

Avenant au contrat de travail – Clause de non concurrence

**Rappel : la clause n’est juridiquement valablement qu’autant qu’elle vise à protéger les intérêts de l’entreprise.**

**Entre les soussignés :**

* **La Société** (*dénomination sociale*), (*forme*), au capital de (*capital*) €, code NAF : (*code NAF*), dont le siège est situé (*siège social/adresse*), représentée par (*nom*) (*prénom*), en sa qualité de (*qualité*).

D’une part

Et

* **Monsieur/Madame** (*nom*) (*prénom*), demeurant (*adresse*), né(e) le (*date*), à (*lieu*), de nationalité (*Préciser la nationalité*), immatriculé à la sécurité sociale sous le n° (*numéro de sécurité sociale*).

D’autre part

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE** (*Précisez le numéro de l’article selon le contrat*) **- CLAUSE DE NON CONCURRENCE**

Le salarié, sous contrat à durée indéterminée depuis le (*date*) en qualité de (*qualité*) a évolué dans ses fonctions.

Compte tenu de la nature de ses fonctions, le salarié s’interdit, à l’issue de son contrat de travail :

* D’entrer au service d’une entreprise concurrente et en particulier les entreprises fabricant, commercialisant les produits/services suivants (*produits/services*) sur (*préciser impérativement le territoire géographique de façon précise*) ;
* De s’intéresser directement ou indirectement à toute fabrication ou commerce pouvant concurrencer les produits et services de la Société (*dénomination sociale*).

Cette interdiction s’appliquera en cas de cessation du contrat postérieurement à la période d’essai, quelle qu’en soit la cause et pour une durée limitée de (*compléter la durée*) à compter de la rupture effective du contrat.

En contrepartie de l’obligation de non-concurrence, le salarié percevra une indemnité spéciale forfaitaire de (*déterminer le montant de l’indemnité*) % de la moyenne de mensuelle de son salaire mensuel brut perçu pendant les 3 derniers mois de sa présence au sein de la Société, pendant toute la durée de l’interdiction, sous réserve qu’il justifie mois par mois respecter son obligation au moyen de documents officiels.

[*Facultatif* : La Société (*dénomination sociale*) pourra cependant libérer Madame/Monsieur (*prénom*) (*nom*) de l'interdiction de concurrence et par là même, se dégager du paiement de l'indemnité prévue en contrepartie, soit à tout moment au cours de l'exécution du contrat, soit à l'occasion de sa cessation.

En pareille hypothèse, la décision sera notifiée au salarié par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard le jour de la cessation effective des fonctions.]

Toute violation de l'interdiction de concurrence, en libérant la Société (*dénomination sociale*) du versement de cette contrepartie, rendra Madame/monsieur (*prénom*) (*nom*) redevable envers elle du remboursement de ce qu'il aurait pu percevoir à ce titre et cela indépendamment des sanctions et pénalités prévues ci-dessous.

Tout manquement à la présente clause de non-concurrence rendra automatiquement Madame/Monsieur (*prénom*) (*nom*) redevable d'une pénalité fixée dès à présent et forfaitairement à (*montant*) €, pénalité due pour chaque infraction constatée, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure d'avoir à cesser l'activité concurrentielle.

Le paiement de cette indemnité ne porte pas atteinte aux droits que la Société se réserve expressément de poursuivre Monsieur/Madame (*prénom*) (*nom*) en remboursement du préjudice pécuniaire et moral effectivement subi et de faire ordonner sous astreinte la cessation effective de l'activité concurrentielle.

Les autres clauses du contrat restent en vigueur

Fait à (*lieu*)

Le (*date*) en (*nombre d’exemplaires*) exemplaires originaux

La Société Le salarié